

Initiative

L'UDC revient au front pour durcir l'accès à l'asile

Pour freiner la hausse des requérants d'asile, l'UDC s'appête à lancer une nouvelle initiative populaire

Arthur Grosjean Berne

L'UDC ne fait pas dans la dentelle. Interdiction de déposer une demande d'asile si on a transité auparavant par un pays voisin sûr. Placement forcé des requérants d'asile récalcitrants dans des centres fermés. Et seulement une possibilité de recours pour le requérant dans le processus d'asile. Voilà les idées sur lesquelles planche le parti au cœur de l'été. Des idées qui ont un goût de déjà-vu. Ce qui est nouveau en revanche, c'est que l'UDC se dit prête à lancer une initiative populaire sur ces questions. Une information révélée hier par la *SonntagsZeitung*.

Cette poussée de fièvre étonne dans la mesure où le parti a déjà obtenu, avec l'aide du PLR et du PDC, un durcissement de la loi sur l'asile. Les procédures ont été accélérées, les conditions d'accès à

l'asile durcies pour les déserteurs notamment et les prestations sociales diminuées. Le peuple avait approuvé la révision à 78% des voix en juin 2013.

Quelle mouche a donc piqué l'UDC, qui demande maintenant que les requérants arrivent principalement en avion? La recrudescence du nombre de requérants due, en partie, au drame syrien. On constate une hausse de 10% des demandes globales lors du dernier trimestre. L'Office des migrations s'attend à ce qu'environ 24 000 nouvelles demandes soient déposées en Suisse pour l'année 2014. L'an passé, on en comptait 21 465. Ce ne sont pas les Syriens qui constituent le premier groupe mais toujours les Erythréens. En juin 2014, ils représentaient même 45,9% des demandes d'asile.

«La Suisse est trop laxiste en matière d'asile, martèle le vice-président de l'UDC, Claude-Alain Voiblet. Il est beaucoup trop facile de venir dans notre pays en traversant la Grèce et l'Italie car ces deux Etats ferment les yeux et laissent couler. Les règles de l'accord de Dublin, que nous avons signées avec l'Union européenne, ne sont pas respectées.»

N'est-il par paradoxal de vouloir durcir l'asile alors que des Syriens arrivent en Suisse et que l'UDC a toujours dit qu'elle accueillerait les «vrais» réfugiés? «Non, répond Claude-Alain Voiblet. Nous sommes toujours prêts à accueillir une personne dont la vie est menacée. Mais pour les Syriens, vu leur nombre, nous esti-

«L'UDC n'a pas la moindre pudeur. En pleine crise syrienne...»



Ueli Leuenberger, conseiller national (Vert/GE)

mons préférable qu'ils restent provisoirement dans un pays voisin de chez eux. S'ils viennent en Suisse, ils ne retourneront plus dans leur pays.»

A gauche, le projet UDC donne des haut-le-cœur. La conseillère nationale Silvia Schenker (PS/BS) déclare en faire une «jaunisse». Et d'ajouter: «A quand une initiative pour creuser une douve autour de

la Suisse?» Le conseiller national Ueli Leuenberger (Vert/GE) avoue s'être énervé en apprenant l'information. «L'UDC n'a pas la moindre pudeur. En pleine crise syrienne, elle veut lancer une initiative pour durcir l'asile. Cela rappelle ce que ce parti avait fait en 1998 lors de la crise des Balkans.»

«Mépris de l'humain»

Ueli Leuenberger se montre pessimiste. «L'UDC va mettre des millions pour lancer cette initiative. Elle sera épaulée par les partis bourgeois, dont le président du PLR, Philipp Müller, «Monsieur 18% d'étrangers en Suisse». Et ils trouveront une majorité devant le peuple. Où sont les bourgeois qui s'opposent à cela?» Il y en a une, déjà. La conseillère nationale Barbara Schmid-Federer (PDC/ZH) voit dans cette initiative «le vrai visage d'une politique qui méprise le genre humain».

A un an des élections fédérales, l'UDC réactive donc son thème favori qui polarise la population. Le sujet gagne en acuité. Vendredi dernier, le Canton de Berne a contraint six Communes à mettre leurs infrastructures à disposition pour loger d'urgence des requérants.

Réconciliation sur le terrain des sciences

Berne et Bruxelles se sont mises d'accord sur la participation suisse au programme de recherche Horizon 2020

Les discussions au niveau technique entre la Suisse et l'Union européenne (UE) sont achevées, a indiqué le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Le résultat doit encore obtenir l'aval des autorités politiques de part et d'autre, précise-t-on à Berne. Aucun détail n'est donné sur le contenu de l'accord.

Il est cependant clair qu'il ne devrait pas s'agir d'une pleine association de la Suisse au programme de recherche européen. Selon l'UE en effet, une association pleine et entière à Horizon 2020 n'est possible que si la Suisse signe avec la Croatie le protocole additionnel à la libre circulation des personnes.

La participation helvétique au programme de recherche de l'UE a été gelée par Bruxelles, en même temps que la participation de Berne au programme d'échange d'étudiants Erasmus+, au lendemain de la votation du 9 février. L'initiative UDC «Contre l'immigration de masse» demande la réintroduction des quotas, ce qui est contraire à l'accord sur la libre circulation des personnes et qui remet en cause l'ensemble des bilatérales.

Fin avril, le Conseil fédéral avait déjà pu apaiser la situation

par sa décision d'appliquer la libre circulation des personnes à la Croatie sans toutefois signer le protocole additionnel exigé par Bruxelles. L'UE était alors, elle aussi, prête à proposer une solution intermédiaire.

Sur le dossier de la recherche, l'essentiel, pour le Conseil fédéral, est d'obtenir que les chercheurs suisses aient à nouveau accès aux bourses européennes attribuées par le Conseil européen de la recherche. Berne serait disposée, en contrepartie, à garantir sa participation financière à trois importants projets de recherche de l'UE.

L'accord est certes une bonne nouvelle, confirme Jacques Neyrinck, mais tout dépend du contenu, précise le conseiller national (PDC/VD) et chercheur lui-même. Selon lui, l'important est de savoir si la Suisse récupère son statut d'associée, ce qui lui permet d'être coordinatrice de projets, ou si elle est considérée comme tiers, ce qui ne lui laisserait que le statut de partenaire de projets.

Actuellement, dans le cadre du 7e programme-cadre de l'UE, les chercheurs suisses assurent la coordination de plus de 600 projets, dont le Humain Brain Project, doté de 1 milliard d'euros. Il ne faudra de toute façon pas s'attendre à une participation des chercheurs suisses au programme Horizon 2020 cette année encore. S'il est confirmé au niveau politique, l'accord technique rendu public samedi pourra s'appliquer au plus tôt en 2015. **ATS**

PUBLICITÉ

24 heures

LOISIRS

50% de réduction

Fr. 24.50
au lieu de Fr. 49.-

Bulletin de commande

Je désire commander

entrée(s) d'une journée à Aquaparc

Maximum 10 entrées par commande, CHF 24.50 par entrée.

Frais d'expédition : CHF. 2.50 en sus (prix pour l'envoi jusqu'à 10 billets)

Billets valables jusqu'au 30 septembre 2014

M. Mme Mlle

Nom, prénom :

Rue, N° :

NPA/Localité :

E-mail :

Téléphone privé :

Téléphone mobile :

Date : Signature :

Ce bulletin de commande est à retourner à :

Courrier : Tamedia, Service VPC 24 Heures, Case postale 2622, 1260 Nyon 2

Tél. 021 349 45 95

E-mail : vpc@sr.tamedia.ch

TVA incluse. Dans la limite du stock disponible.

Délai d'envoi entre 3 à 5 jours après réception de la commande

Offre valable uniquement sur le territoire suisse

Grâce à 24heures
profitez d'une journée
à Aquaparc à moitié prix

www.aquaparc.ch